

sid
société
d'investissement
desjardins

SOCIÉTÉ
D'INVESTISSEMENT
TREMPLIN
INC

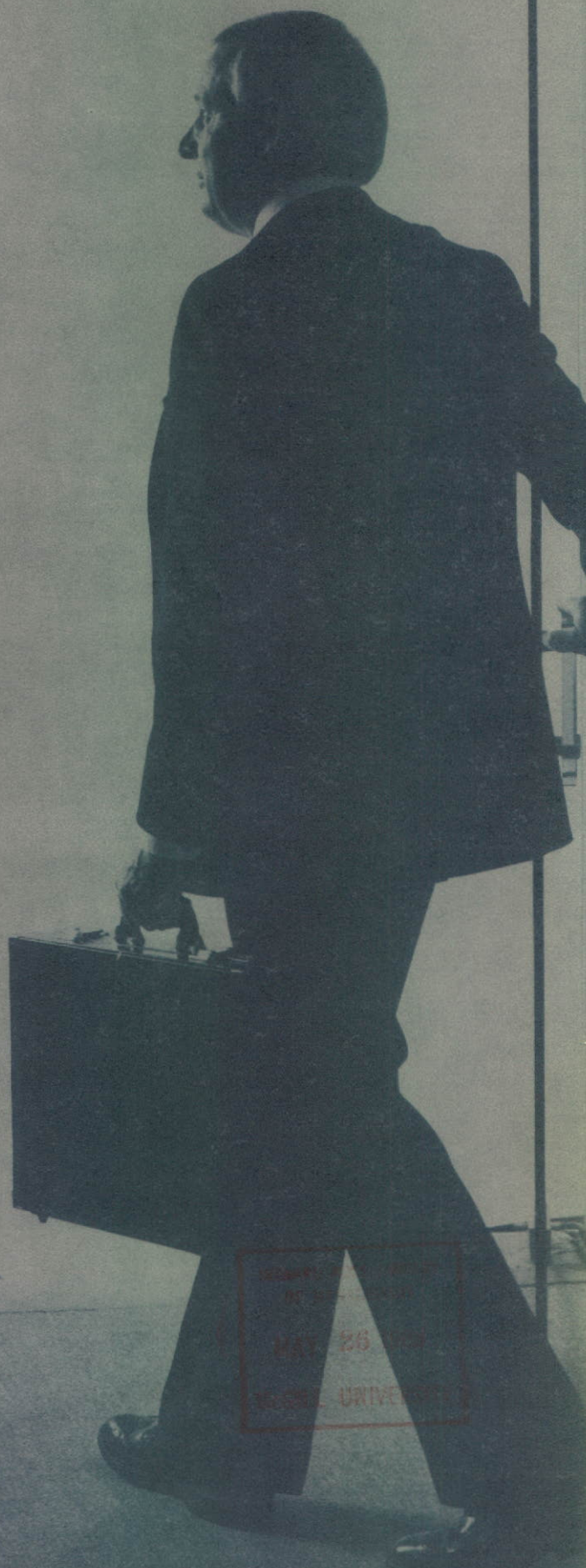
1987



Desjardins

société **sid**
d'investissement
desjardins 

SOCIÉTÉ
D'INVESTISSEMENT
TREMPLIN 
INC.



RECEIVED
MAY 26 1999
MCGILL UNIVERSITY



bi2
société
d'investissement
desjardins

TREMPLE
INC
D'INVESTISSEMENT
SOCIÉTÉ



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Message aux actionnaires | <u>3</u> |
| Revue des opérations | <u>6</u> |
| États financiers | <u>9</u> |
| Les associés de la SID | <u>18</u> |
| Conseil d'administration | <u>35</u> |
| Direction générale | <u>36</u> |
| Société d'investissement Tremplin 2000 Inc. | <u>37</u> |



L'année 1987 a été marquante pour la Société d'investissement Desjardins. Fidèle à sa mission de sélectionner et d'appuyer par du capital de développement des entreprises québécoises à fort potentiel de croissance, la SID a investi 14,2 millions \$ dans le capital-actions de cinq nouveaux associés. De plus, la SID a lancé une nouvelle entreprise pour étendre sa mission auprès des PME ; elle s'est associée à un groupe de leaders de l'industrie québécoise pour créer la Société d'investissement Tremplin 2000 Inc., une société qui prolonge l'action de la SID en mettant du capital à la disposition des PME en croissance. Tremplin 2000 a été officiellement lancée le 1er septembre dernier, avec un capital engagé de 22 millions \$, dont 50 % proviennent de la SID et 50 % de chefs de file de l'industrie québécoise.

**Tremplin 2000 :
le prolongement de notre action**

L'a SID a été, au cours des dix dernières années, une des sociétés de capital de développement les plus actives au Québec. Ses investissements ont été orientés vers des entreprises de moyenne taille dont les besoins en capital de croissance se situent normalement entre 0,75 million \$ et 10 millions \$. Dans ce créneau, la SID est particulièrement fière d'avoir contribué au développement de quelques entreprises parmi les plus en vue au Québec, tant par leur dynamisme que pour la place prépondérante qu'elles occupent dans leur industrie ; mentionnons, à titre d'exemples, Culinar, Canam Manac, Sico... La SID compte présentement vingt-deux associés dont la plupart occupent une position de leader dans leur secteur d'activité et ce, non seulement au Québec, mais aussi à l'échelle canadienne et, de plus en plus, aux États-Unis.

La SID investit annuellement des montants pouvant totaliser entre 10 millions \$ et 20 millions \$, ce qui demeure

relativement modeste par rapport aux besoins des entreprises québécoises. Aussi, pour s'assurer que les sommes qui lui sont confiées par ses actionnaires aient un impact économique durable, la SID a pour stratégie de concentrer ses appuis auprès des entreprises les plus susceptibles de dominer leur secteur. Nous estimons que cette stratégie sélective nous permet non seulement de maximiser notre rendement, mais également d'assurer le développement d'entreprises qui seront de véritables piliers de l'infrastructure industrielle du Québec.

Forte de son expérience d'investisseur au niveau des entreprises de moyenne taille, la SID décide en 1987 d'étendre son action au niveau des PME dont les besoins en capital de croissance se situent entre 250 000 \$ et 750 000 \$. C'est ainsi que la SID s'est associée à vingt-deux chefs de file du milieu des affaires pour lancer Tremplin 2000 ; cette nouvelle société, en plus de mettre du capital à la disposition des PME qui visent une forte croissance, offre aussi le support particulier d'actionnaires qui sont prêts à déléguer des gens d'expérience au niveau de conseils d'administration ou encore à partager, avec les entreprises sélectionnées, certaines expériences vécues en termes de marketing, d'organisation, d'exportation, etc...

Le fait qu'un si grand nombre de chefs de file aient été intéressés au point d'investir dans Tremplin 2000 a constitué pour la SID, et pour tout le Mouvement Desjardins, un support extraordinaire pour notre action financière auprès des forces montantes de l'entrepreneuriat québécois. Les succès d'entreprises de Canam Manac, Vidéotron, la Société financière Bourgie, Bombardier, Provigo, Lavalin, le Groupe Transcontinental, Cossette Communication, le Groupe DMR, Normick Perron, Shermag, Unigesco, Jean Coutu, Multi-Markes, Télémex, sont des modèles pour les PME que Tremplin 2000 veut appuyer. Avec de tels partenaires qui partagent ses objectifs, la SID veut, par Tremplin 2000, appuyer la relève des

années 2000 et contribuer à bâtir au Québec une infrastructure industrielle plus forte dans le contexte de l'accord du libre-échange.

Conjoncture et fluctuations boursières

L'économie québécoise a connu une forte progression au cours des cinq dernières années. Après la récession de 1982, les entreprises en général, et notamment les PME les plus dynamiques, ont profité de la reprise économique pour afficher des performances spectaculaires.

Le REA a joué un rôle bénéfique pendant cette période, en augmentant la quantité de capital disponible pour les entreprises de taille moyenne, et en contribuant à donner plus de visibilité à une nouvelle génération d'entrepreneurs. Le krach boursier du 19 octobre est venu rappeler aux entreprises, grandes et petites, que le financement public est une source de capital qui n'est pas toujours disponible. La Société d'investissement Desjardins offre du capital de développement depuis 1974 et son action s'est poursuivie autant en 1982 et après le krach du 19 octobre 1987, que dans l'intervalle qui a été caractérisé par des marchés favorables.

La SID estime que le marché boursier est un outil de premier plan dans la stratégie de financement des entreprises. Cependant, il serait prudent que celles-ci aient d'autres sources de financement. Les sociétés de capital de développement, telles la SID, ont des objectifs de rentabilité à moyen terme, qui s'harmonisent donc davantage aux horizons des entreprises ; notre Société veut appuyer la croissance d'entreprises dynamiques qui sont ou qui peuvent devenir les chefs de file de leur secteur. Nous représentons une source de capital dont la disponibilité n'est pas affectée par l'état du marché public.

Une autre leçon à tirer de « l'après-krach » est l'importance pour une société publique d'avoir un nombre élevé de ses actions en circulation de façon à

assurer un marché secondaire actif. Combien de petites entreprises ont vu la valeur de leurs titres continuer de chuter dramatiquement au début de 1988 alors qu'elles affichaient des résultats en forte hausse ! Le multiple « cours de l'action sur bénéfice par action » se retrouve dans plusieurs cas autour de cinq (5) alors que l'émission de ces mêmes titres s'était faite à des prix qui dépassaient pour la plupart quinze (15) fois les bénéfices. Une telle situation est frustrante pour le public investisseur et pour les employés de l'entreprise qui sont devenus actionnaires au moment de l'émission.

Nous maintenons qu'il est probablement plus sage pour la moyenne entreprise qui recherche moins de 10 millions \$ en capital-actions de s'adresser à une société de capital de développement, même si une émission publique peut établir au départ un prix par action plus élevé. Pour une jeune entreprise en croissance, il peut être avantageux de vivre l'étape d'une association avec un partenaire privé, avant de devenir publique. Les frais inhérents à l'obtention de nouveau capital auprès d'une société comme la nôtre sont beaucoup moins élevés, et l'apport d'un partenaire financier actif comme la SID peut s'avérer précieux. Ceci étant dit, l'éventualité d'un financement public doit être envisagée par l'entreprise qui a atteint une certaine taille et qui compte émettre une quantité importante de titres, non seulement dans une première émission, mais encore dans des émissions subséquentes. Il faut aussi ajouter qu'un plan d'incitation du type REA, qui contrôlerait la qualité des émissions et qui minimiserait la distorsion des prix, demeure hautement souhaitable pour le développement économique au Québec.

Le libre-échange : un défi

L'a signature, en janvier dernier, d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis marque un tournant historique : non seulement cet accord définit-il de nouvelles règles de

jeu entre deux partenaires commerciaux très actifs mais encore pourra-t-il servir de modèle à d'autres ententes et sera-t-il examiné de près au moment de la négociation des accords du Gatt. L'enjeu pour nos entreprises est colossal : nous assisterons à l'ouverture de nouveaux marchés, à de nouvelles possibilités d'affaires et aussi à une concurrence accrue sur notre propre territoire.

Les entreprises du Québec auront à s'ajuster à ce nouveau contexte commercial et les prochaines années seront sans doute marquées par la création d'alliances stratégiques et de regroupements des deux côtés de la frontière canado-américaine. Ce sont les entreprises les mieux capitalisées et les mieux dirigées qui pourront relever avec le plus de succès le défi du libre-échange.

Le Gouvernement fédéral a pris l'initiative de cette négociation pour le Canada. Il devra aussi assumer une autre responsabilité, celle de s'assurer que la charge fiscale des individus et des entreprises permette aux Canadiens d'être concurrentiels dans un environnement de libre-échange.

On a insisté sur le fait que les entreprises les plus efficaces seront celles qui tireront leur épingle du jeu. Cette leçon d'efficacité s'applique également au niveau de la gestion gouvernementale. Le déficit budgétaire de la dernière année fiscale, bien qu'à la baisse sur l'année précédente, est demeuré à un niveau beaucoup trop élevé. Le Gouvernement fédéral aurait dû profiter des dernières années de prospérité économique pour équilibrer le budget, de façon à avoir une marge de manœuvre lors de la prochaine période de ralentissement économique. Or, depuis la récession de 1982, les déficits budgétaires du Gouvernement fédéral ont totalisé 165 milliards \$ et la dette publique nette a plus que doublé, augmentant sensiblement du même montant que le total des déficits. La dette publique, qui totalise environ 300 milliards \$, équivaut à plus de

53 % du produit national brut. Le coût du service brut de la dette publique devrait se rapprocher du montant total du déficit prévu pour l'année fiscale 1987-1988, soit 29 milliards \$, et il totalisera un montant supérieur au déficit dans l'année fiscale 1988-1989.

Le coût de la dette en pourcentage du produit national brut au Canada représente presque deux (2) fois celui des États-Unis. Cette situation a des conséquences graves quant à la marge de manoeuvre de la politique fiscale et budgétaire du Gouvernement fédéral. Les entreprises se préparent à faire face au libre-échange en portant beaucoup d'attention à leur efficacité. Il est impératif que l'on en fasse autant au niveau gouvernemental. Le Fédéral doit s'attaquer beaucoup plus énergiquement à éliminer le déficit budgétaire en coupant de façon énergique et responsable au niveau des dépenses, tandis que l'économie demeure saine. Cela demande du courage politique mais la situation est urgente.

Résultats et plan de souscription

Les résultats de 1987 montrent un bénéfice avant postes extraordinaires de 12,2 millions \$ par rapport à 10 millions \$ l'année précédente. Par ailleurs, plusieurs postes extraordinaires ont affecté le bénéfice net qui a finalement totalisé 9,2 millions \$ en 1987 ; l'année précédente, les postes extraordinaires avaient contribué favorablement au bénéfice net qui a atteint 17,9 millions \$. La revue des opérations commentera ces résultats. Mentionnons simplement que nous sommes heureux des bénéfices avant postes extraordinaires qui, à 12,2 millions \$, dépassent le cap des 10 millions \$ pour une quatrième année d'affilée : de tels résultats témoignent de la grande qualité de notre portefeuille d'investissement. Par ailleurs, la SID opère dans le secteur du capital de risque et, à chaque année, les postes extraordinaires viennent nous le rappeler. Cette année, la participation dans les postes extraordinaires d'une filiale

ainsi que des radiations dans certains investissements ont contribué à des postes extraordinaires négatifs de près de 3 millions \$. Cependant, au cours des cinq dernières années, incluant 1987, les postes extraordinaires ont apporté à la SID une contribution totale de plus de 30 millions \$.

Nos actionnaires ont approuvé en 1987 un programme de souscription au capital de la SID de 35 millions \$ répartis sur cinq ans. Ces fonds donnent à notre Société les assises financières nécessaires à la poursuite de notre mission de partenaire actif au développement économique du Québec. De cette souscription, 11 millions \$ seront affectés aux activités d'investissement de Tremplin 2000 dans les PME, et la balance sera canalisée par la SID vers des entreprises de taille moyenne. Les fonds additionnels requis pour nos activités d'investissement proviendront de la vente de certaines participations en portefeuille lorsque la SID aura atteint les objectifs de croissance qu'elle s'est fixés au sein de ces entreprises.

Nous remercions nos actionnaires de la confiance qu'ils témoignent à leur société de capital de développement ; leur engagement constitue un défi renouvelé pour l'ensemble des employés de la SID.

Remerciements

Lors de l'Assemblée annuelle du 18 mars 1987, deux nouveaux administrateurs, messieurs Alain Michel et Denis Martel, ont été élus au Conseil d'administration de la SID et nous avons été heureux de les accueillir. Cette année, lors de l'Assemblée annuelle du 23 mars 1988, nous aurons le plaisir de recevoir de trois actionnaires qui doivent déléguer un administrateur la candidature de messieurs Denis Vézina, Alain Rioux et Michel Roy, en remplacement de trois administrateurs qui termineront leur mandat avec la SID. Il s'agit de monsieur Marcel Marcotte, qui siégeait au Conseil d'administration depuis avril 1979,

monsieur Robert Soupras, qui a été élu en mars 1981 et qui assumait la présidence du Comité des secteurs traditionnels, et monsieur Bernard Larose, qui siégeait au Conseil depuis mars 1983. Ces trois personnes ont grandement contribué aux travaux du Conseil d'administration et nous les en remercions.



Guy Bernier

Président du conseil et
chef de la direction

Les faits marquants

La création et le lancement de Tremplin 2000 ont sans doute constitué la réalisation la plus importante de la SID en 1987. Ce projet a mobilisé beaucoup d'énergie dans sa phase d'élaboration alors qu'il a fallu traduire un concept dans une réalité fonctionnelle, franchir plusieurs obstacles légaux, réunir une équipe de gestion de premier plan et persuader des partenaires à se joindre au projet. La recherche de grandes entreprises québécoises qui partagent la vision de la SID sur le potentiel de développement des PME nous a réservé d'agréables surprises. En effet, 90 % des entreprises contactées ont accepté avec enthousiasme de participer à l'actionnariat de Tremplin 2000. Ces leaders industriels ont perçu, comme nous, le potentiel que représentent les PME montantes et ont saisi l'occasion de jouer en quelque sorte le rôle d'un grand frère qui, après avoir connu le succès, se fait un devoir d'aider les plus jeunes. Ceci répond aux objectifs de la SID qui a invité des partenaires industriels non seulement pour qu'ils soient co-investisseurs mais encore pour qu'ils puissent appuyer de leurs conseils les PME en croissance.

La SID n'a pas négligé son créneau traditionnel d'investissements, puisqu'en plus de participer pour une somme de 5,5 millions \$ au capital de Tremplin 2000, elle a réalisé cinq nouveaux investissements totalisant 14,2 millions \$, et deux réinvestissements auprès de compagnies associées pour un montant de 0,3 million \$.

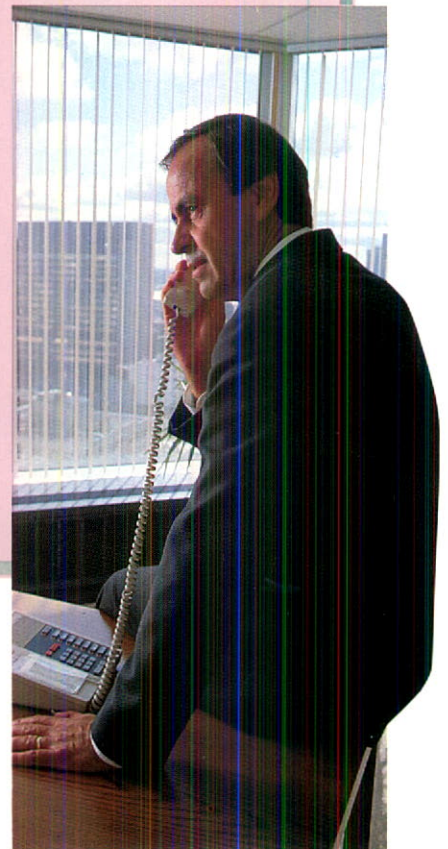
En mars dernier, la SID investissait 0,5 million \$ dans le capital de Les Équipements Hardy Inc., une jeune entreprise de Portneuf-Station, spécialisée dans la fabrication de chargeurs et d'excavatrices de petite taille. Grâce à cet investissement, l'entreprise a pu moderniser ses

équipements de production et jeter les bases de son réseau de distribution aux États-Unis.

En mai 1987, la SID investissait 0,75 million \$ dans une nouvelle entreprise, Les Plastiques Macaple Ltée. Cette société s'était donné comme objectif de fabriquer, à partir d'une technologie française, des accessoires en plastique destinés surtout aux grands transporteurs aériens d'Amérique du Nord. Les réactions vives de la concurrence et des difficultés de production imprévues ont forcé l'entreprise à cesser ses opérations en novembre dernier, entraînant la radiation de notre investissement.

En juin dernier, la SID prenait une participation de 4,5 millions \$ au capital de Espalau Inc., une jeune société de portefeuille publique ayant son siège social à Val d'Or. Espalau oeuvre dans les domaines de l'hôtellerie, de la fabrication de maisons usinées, du forage et de la production d'explosifs industriels. L'apport de capital de la SID a permis à cet associé de prendre le contrôle de trois entreprises : Les Maisons Quebeco, Forage Moderne Inc. et Les Explosifs Canex Inc. Il est intéressant de constater qu'une jeune société ayant vécu l'expérience d'une émission en bourse, choisisse de s'adresser à la SID pour y trouver le capital nécessaire à son expansion, et ce, bien avant la chute des cours boursiers.

En décembre 1987, la SID favorisait le regroupement de trois importantes sociétés du secteur de l'imprimerie et de l'édition au Québec par le biais d'une participation de 4 millions \$ au capital de la Société Boulanger-Héty Inc. Implantée dans la région de Montréal, la Société a trois composantes : Boulanger Inc., un imprimeur sur feuilles de haute qualité, pour périodiques, encarts pharmaceutiques, étiquettes et chèques ; Interweb Inc., un imprimeur sur presses rotatives d'encarts publicitaires et de



périodiques : Interlitho Inc., spécialisée dans l'impression de journaux de quartier, de revues et de circulaires.

Enfin, en décembre dernier, la SID réalisait un investissement de 4,5 millions \$ dans le capital d'Arcon Canada Inc., spécialisée dans la fabrication de portes et fenêtres d'aluminium. Notre investissement a financé le regroupement des opérations de cette entreprise dans une nouvelle usine de Montréal-Est, l'acquisition de Industries E.T.S.G., un fabricant de verres scellés, de même qu'une prise de participation importante au capital des Profilés d'Extrusion Plastival Inc. Conformément à une entente avec notre associé, cet investissement sera partagé avec un autre investisseur institutionnel au cours de 1988.

Présentation des états financiers

Dans le passé, nos états financiers consolidaient tous les postes du bilan et des résultats de notre filiale Culinar Inc., et présentaient les placements dans les compagnies satellites à leur valeur de consolidation. En 1987, la SID a adopté la méthode de comptabilisation du placement dans Culinar à sa valeur de consolidation puisqu'elle croit que cette méthode permet la présentation de nos résultats sous une forme beaucoup plus claire et aussi plus pertinente par rapport à nos opérations.

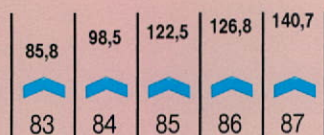
Au niveau de l'état des résultats, cette méthode permettra de dégager plus facilement les différents sources de

de nos placements. Les dividendes reçus de sociétés satellites, de même que les ventes et radiations de placements ont aussi affecté l'évolution de la valeur de notre portefeuille.

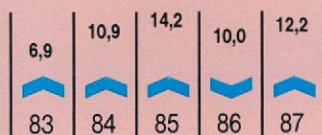
Le portefeuille de liquidités, composé de billets et d'obligations montre une baisse de 6,8 millions \$ en 1987, ces fonds étant affectés à l'achat de nouveaux placements en action.

Du côté du passif, l'avoir des actionnaires a progressé de 13,9 millions \$ cette année, grâce à une souscription au capital de 7 millions \$ et à l'augmentation des bénéfices non répartis de 9,2 millions \$, desquels il faut déduire 2 millions \$ en dividendes versés, et 0,3 million \$ en redressement de la valeur d'une société sa-

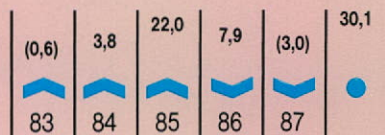
Croissance de l'avoir des actionnaires (millions de dollars)



Bénéfices avant postes extraordinaires (millions de dollars)



Évolution des postes extraordinaires (millions de dollars)
● Cumulatif



Prix d'excellence

Les Industries Thundercraft Inc. est en 1987 le récipiendaire du prix d'excellence qui est décerné à l'associé ayant obtenu le meilleur rendement sur l'avoir moyen des actionnaires. Son rendement de 42 % a été obtenu grâce à une augmentation importante de ses ventes dans un marché favorable ; l'entreprise avait complété une importante expansion de son usine au début de l'année et elle a pu améliorer sa marge bénéficiaire par rapport à l'année précédente. La SID est particulièrement heureuse d'avoir investi, en 1986, du nouveau capital dans Thundercraft et de lui avoir apporté ainsi son appui dans cette période de croissance.

revenus de la SID ainsi que ses dépenses d'opération, alors qu'au bilan on retrouve dorénavant les postes d'actif et de passif propres à la SID. Le changement de la méthode comptable a été appliqué rétroactivement à 1986 de manière à présenter des résultats comparables. Des états financiers condensés de Culinar Inc. sont présentés en guise de renseignements supplémentaires aux états financiers de la Société.

Évolution du bilan

Les placements en actions se sont accrus de 26,8 millions \$ en 1987 grâce à la réalisation de nouveaux investissements et à une augmentation importante de la valeur

tellite, suite à l'évolution du taux de change.

Résultats financiers

Les revenus de la SID sont passés de 12,5 millions \$ en 1986 à tout près de 15 millions \$ en 1987. La progression des revenus provient essentiellement d'une augmentation importante des quote-parts de la SID dans les résultats des compagnies satellites, qui ont atteint presque 7 millions \$ en 1987, comparativement à 1,6 million \$ l'année précédente. Notre quote-part dans les résultats du Groupe Canam Manac a de nouveau eu un impact favorable sur nos résultats mais il faut aussi considérer l'excellent apport des investissements réalisés

en 1986 et 1987. Les quote-parts dans les résultats de filiales ont baissé de 7,5 millions \$ en 1986 à 5,1 millions \$ en 1987, en raison surtout d'une baisse dans le bénéfice avant postes extraordinaires de notre filiale Culinar.

Les dépenses d'exploitation de la SID sont passées de 2,4 millions \$ en 1986 à 2,8 millions \$ cette année. L'augmentation de ces dépenses s'explique surtout par les frais de lancement et d'opération de Tremplin 2000, de même que par l'augmentation des honoraires professionnels ; en contrepartie, nos honoraires de gestion ont compensé une bonne part de cette augmentation supplémentaire.

Au cours des quatre dernières années, le bénéfice avant postes extraordinaires s'est maintenu à un palier supérieur à 10 millions \$, et ce, même après la vente de sociétés aussi importantes que Sico Inc. (1985) et le Crédit Industriel Desjardins (1986). Ces résultats témoignent de la qualité globale de notre portefeuille d'investissements.

Les postes extraordinaires ont eu un impact important sur le bénéfice net qui est passé de 17,9 millions \$ en 1986, à 9,2 millions \$ en 1987. En 1986, les postes extraordinaires totalisaient 7,9 millions \$ et provenaient en grande partie d'un gain sur dilution réalisé suite à l'émission, par une entreprise satellite, de nouvelles

Le rendement sur l'avoir moyen des actionnaires s'élève à 7,1 % en 1987 par comparaison à 14,4 % en 1986. Sur un horizon de cinq ans, véritable mesure de performance des sociétés de capital de développement, la SID a enregistré un rendement moyen sur l'avoir moyen des actionnaires de 15,6 %, ce qui la place encore cette année parmi les chefs de file de son secteur au Canada.

Défis et orientations

La baisse importante des cours boursiers a rendu le marché beaucoup moins réceptif à de nouvelles émissions publiques d'actions. Plusieurs entreprises se sont tournées vers la SID comme source de capital de développement. Ceci nous a amené d'excellentes occasions d'affaires et nous prévoyons connaître une année sans précédent quant au nombre d'investissements et aux sommes engagées.

Nous avons lancé Tremplin 2000 en 1987 et, en tant que société responsable de la gestion de cette entreprise, nous allons concentrer nos meilleurs efforts pour que Tremplin 2000 complète plusieurs investissements auprès de PME qui présentent un fort potentiel de croissance.

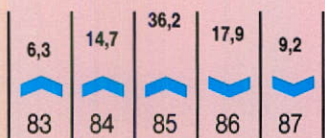
Nous continuerons d'appuyer de notre mieux toutes nos compagnies associées et des stratégies seront élaborées pour tirer profit de la nouvelle conjoncture du libre-échange.

Enfin nous réviserons notre plan stratégique au cours de l'année. Cet exercice nous donnera l'occasion de travailler étroitement avec nos actionnaires afin de préciser nos objectifs pour les prochaines années.



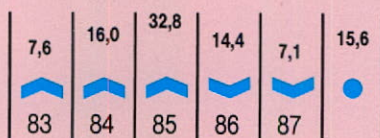
Président-directeur général

Bénéfice net
(millions de dollars)



Rendement sur l'avoir
des actionnaires (%)

● Moyenne 5 ans



Le bénéfice avant impôts sur le revenu et postes extraordinaires s'est élevé à 12,2 millions \$ en 1987 comparativement à 10 millions \$ en 1986. En fait, l'augmentation de 2,2 millions \$ du bénéfice avant impôts et postes extraordinaires aurait été beaucoup plus élevée si les résultats de Culinar s'étaient simplement maintenus au même niveau qu'en 1986. Notons que des changements majeurs ont eu lieu dans notre filiale, changements qui auront un impact favorable sur sa rentabilité. Une nouvelle équipe de direction est en place et déjà, des transactions importantes ont permis de vendre le secteur des viandes qui générait des pertes, et de faire une acquisition majeure dans le domaine des biscuits et bonbons qui est une des forces de Culinar.

actions de son capital. En 1987, la SID affiche des pertes extraordinaires de près de 3 millions \$ dont une partie importante provient de notre quote-part dans les postes extraordinaires de notre filiale, le solde résultant de la radiation de certains placements dans notre portefeuille.

Dans une société de capital de développement, les postes extraordinaires fluctuent énormément d'une année à l'autre car ils sont tributaires non seulement des gains ou des pertes sur disposition d'investissements, mais encore des gains ou des pertes extraordinaires réalisés par nos associés. Notons qu'au cours des cinq dernières années, la SID a dégagé un excédent de 30,1 millions \$ au niveau des postes extraordinaires.

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Société d'investissement
Desjardins

Nous avons vérifié le bilan de Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1987, ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et surplus d'apport et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugé nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1987, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive des changements dans la présentation des états financiers dont il est question à la note 2 des états financiers.

*Raymond Chabot,
Martin Paré*

Comptables agréés

Montréal
Le 29 février 1988

Résultats

| | 1987 | 1986 |
|--|---------------------|----------------------|
| Revenus | | |
| Quote-part dans les résultats moins l'amortissement de l'achalandage de consolidation | | |
| Filiales | 5 108 601 \$ | 7 484 767 \$ |
| Sociétés satellites | 6 979 206 | 1 602 461 |
| | 12 087 807 | 9 087 228 |
| Dividendes de placements de portefeuille | 411 343 | 474 105 |
| Intérêts | 2 132 283 | 2 899 448 |
| Honoraires de gestion et de consultation | 320 442 | — |
| | 14 951 875 | 12 460 781 |
| Frais financiers et administratifs | | |
| Intérêts sur la dette à long terme | 457 407 | 457 407 |
| Autres intérêts et frais financiers | 15 240 | 95 702 |
| Salaires et charges sociales | 1 334 846 | 1 052 100 |
| Déplacements, promotion, dons et publications | 336 950 | 288 368 |
| Honoraires professionnels | 258 631 | 133 385 |
| Charges locatives | 96 984 | 77 365 |
| Dépenses de bureau | 130 738 | 148 103 |
| Dépenses relatives au conseil d'administration | 163 335 | 147 861 |
| Provision pour perte éventuelle sur prêts à long terme recouvrée | — | (40 530) |
| Amortissement des immobilisations | 45 443 | 36 131 |
| | 2 839 574 | 2 395 892 |
| Bénéfice avant impôts sur le revenu et postes extraordinaires | 12 112 301 | 10 064 889 |
| Impôts sur le revenu exigibles (note 3) | (86 666) | 61 481 |
| Bénéfice avant postes extraordinaires | 12 198 967 | 10 003 408 |
| Postes extraordinaires (note 4) | (2 995 147) | 7 885 129 |
| Bénéfice net | 9 203 820 \$ | 17 888 537 \$ |

**Bénéfices non répartis
et surplus d'apport**

| | 1987 | 1986 |
|---|---------------|---------------|
| Bénéfices non répartis | | |
| Solde au début | 66 327 154 \$ | 62 034 899 \$ |
| Bénéfice net | 9 203 820 | 17 888 537 |
| | 75 530 974 | 79 923 436 |
| Quote-part dans les redressements de conversion relatifs à l'évolution des taux de change d'une société satellite | (310 058) | (419 490) |
| | 75 220 916 | 79 503 946 |
| Dividende | 2 004 235 | — |
| Dividende spécial | — | 13 176 792 |
| | 2 004 235 | 13 176 792 |
| Solde à la fin | 73 216 681 | 66 327 154 |
| Surplus d'apport | 2 078 376 | 2 078 376 |
| | 75 295 057 \$ | 68 405 530 \$ |

Mouvements de la trésorerie

| | 1987 | 1986 |
|---|---------------|---------------|
| Exploitation | | |
| Bénéfice avant postes extraordinaires | 12 198 967 \$ | 10 003 408 \$ |
| Éléments hors caisse | | |
| Quote-part dans les résultats de filiales et de sociétés satellites | | |
| moins l'amortissement de l'achalandage de consolidation | (12 087 807) | (9 087 228) |
| Amortissement de la prime sur billets et obligations | 40 844 | 50 072 |
| Amortissement des immobilisations | 45 443 | 36 131 |
| Provision pour perte éventuelle sur prêts à long terme recouvrée | — | (40 530) |
| Variations d'autres éléments d'actif et de passif | (109 092) | (3 027 548) |
| Dividendes d'une filiale et de sociétés satellites | 5 484 268 | 3 630 743 |
| Provenance des liquidités | 5 572 623 | 1 565 048 |
| Financement | | |
| Soldes de prix d'achat d'actions de sociétés satellites | 6 000 000 | — |
| Annulation de la provision pour perte sur engagement, en contrepartie de placements en actions | — | (450 000) |
| Émission d'actions | 6 999 642 | — |
| Dividendes | (2 004 235) | — |
| Dividende spécial | — | (13 176 792) |
| Provenance (utilisation) des liquidités | 10 995 407 | (13 626 792) |
| Investissement | | |
| Prêts à long terme | (350 190) | (1 319 233) |
| Encaissements de prêts à long terme | 207 019 | 1 285 837 |
| Billets et obligations | — | (3 000 000) |
| Encaissements de billets et obligations | 7 723 500 | 286 666 |
| Placements en actions | (25 159 132) | (15 793 979) |
| Cession de placements en actions | 1 663 604 | 20 657 431 |
| Immobilisations | (103 719) | (331 513) |
| Cession d'immobilisations | 2 000 | 219 233 |
| Provenance (utilisation) des liquidités | (16 016 918) | 2 004 442 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | 551 112 | (10 057 302) |
| Trésorerie au début | 11 890 590 | 21 947 892 |
| Trésorerie à la fin | 12 441 702 \$ | 11 890 590 \$ |
| Situation de trésorerie | | |
| Encaisse | 52 536 \$ | 478 208 \$ |
| Billets et obligations échéant au cours du prochain exercice | 12 389 166 | 11 412 382 |
| | 12 441 702 \$ | 11 890 590 \$ |

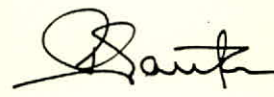
Bilan

| | 1987 | 1986 |
|---|----------------|----------------|
| Actif | | |
| Placements en actions (note 6) | 130 785 333 \$ | 103 977 546 \$ |
| Billets et obligations, au coût non amorti (note 7) | 17 222 032 | 24 009 592 |
| Prêts | 2 319 524 | 2 735 423 |
| Encaisse | 52 536 | 478 208 |
| Intérêts courus et autres débiteurs | 406 312 | 416 270 |
| Impôts sur le revenu à recevoir | 858 859 | 498 299 |
| Immobilisations (note 8) | 432 979 | 376 703 |
| Impôts sur le revenu reportés | 779 755 | 528 500 |
| | 152 857 330 \$ | 133 020 541 \$ |
| Passif | | |
| Débetures, série « A », 9 %, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989 | 5 082 300 \$ | 5 082 300 \$ |
| Emprunt | 800 000 | 800 000 |
| Solde de prix d'achat d'actions de sociétés satellites, sans intérêt, remboursables en 1988 et 1989 | 6 000 000 | — |
| Comptes fournisseurs et frais courus | 192 468 | 244 848 |
| Intérêts courus sur débetures | 115 292 | 115 292 |
| | 12 190 060 | 6 242 440 |
| Avoir des actionnaires | | |
| Capital-actions (note 9) | 65 372 213 | 58 372 571 |
| Bénéfices non répartis et surplus d'apport | 75 295 057 | 68 405 530 |
| | 140 667 270 | 126 778 101 |
| | 152 857 330 \$ | 133 020 541 \$ |

Pour le Conseil,



Administrateur



Administrateur

Notes complémentaires

1 Statut

La Société est constituée en vertu de la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et, sous réserve des dispositions de cette loi, elle est régie par celles de la deuxième partie de la Loi sur les compagnies (Québec).

2 Changements dans la présentation des états financiers

Dans le passé, la Société consolidait ses comptes avec ceux de ses filiales, Culinar Inc. et ses filiales, SID-SPEQ (1) Inc. et SID-SPEQ (2) Inc. Au cours de l'exercice, la Société a adopté la méthode de comptabilisation du placement en actions dans les filiales à la valeur de consolidation puisqu'elle croit que cette méthode fournit des renseignements plus pertinents aux actionnaires. Des états financiers condensés de sa principale filiale sont présentés comme renseignements supplémentaires aux états financiers de la Société.

Le changement a été appliqué rétroactivement à l'exercice 1986 de manière à présenter des résultats comparables, et a entraîné les diminutions suivantes :

| | 1987 | 1986 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Résultats | | |
| Revenus | 445 923 150 \$ | 412 146 719 \$ |
| Coût des ventes et autres frais | 390 073 900 \$ | 356 641 732 \$ |
| Frais financiers et d'exploitation | 41 821 154 | 38 372 203 |
| Impôts sur le revenu | 8 909 147 | 10 669 993 |
| Intérêts minoritaires | 5 118 949 | 6 462 791 |
| | 445 923 150 \$ | 412 146 719 \$ |
| Bilan | | |
| Actif | 132 955 021 \$ | 127 881 154 \$ |
| Passif | | |
| Intérêts minoritaires | 41 128 743 \$ | 39 877 098 \$ |
| Autres | 91 826 278 | 88 004 056 |
| | 132 955 021 \$ | 127 881 154 \$ |

3 Impôts sur le revenu

La disparité entre le bénéfice avant impôts sur le revenu et les impôts sur le revenu provient principalement du fait que la quote-part dans les résultats des filiales et sociétés satellites et les revenus de dividendes sont exclus du revenu imposable de la Société.

4 Postes extraordinaires

| | 1987 | 1986 |
|---|----------------|--------------|
| Gain (perte) résultant de la cession de placements en actions, moins les impôts sur le revenu de 155 566 \$ (aucun impôt en 1986) | (694 164) \$ | 372 506 \$ |
| Provision pour perte sur prêts à long terme et placements en actions, moins les impôts sur le revenu de 387 674 \$ (528 500 \$ en 1986) | (1 566 820) | (1 028 361) |
| Quote-part dans les postes extraordinaires de filiales | (2 323 589) | (735 655) |
| Quote-part dans les postes extraordinaires de sociétés satellites | 1 851 538 | 1 180 376 |
| Gain (perte) sur la dilution de participations dans des sociétés satellites | (262 112) | 8 241 479 |
| Radiation d'améliorations locatives | — | (145 216) |
| | (2 995 147) \$ | 7 885 129 \$ |

5 Bénéfice par action

| | 1987 | 1986 |
|--|----------|----------|
| Bénéfice pondéré par action avant postes extraordinaires | 22,32 \$ | 18,37 \$ |
| Bénéfice net pondéré par action | 16,84 \$ | 32,85 \$ |

6 Placements en actions

| | 1987 | 1986 |
|--|----------------|----------------|
| Actions dans des filiales, à la valeur de consolidation (le solde résiduel de l'achalandage de consolidation est de 2 330 511 \$; 3 095 051 \$ en 1986)* | 47 376 371 \$ | 47 353 551 \$ |
| Actions dans des sociétés satellites, à la valeur de consolidation (le solde résiduel de l'achalandage de consolidation est de 10 554 135 \$; 8 256 198 \$ en 1986) | 77 130 071 | 48 515 402 |
| Actions de portefeuille, au coût | 6 278 891 | 8 108 593 |
| | 130 785 333 \$ | 103 977 546 \$ |

*Actions dans des filiales

| | Culinar Inc. | Autres | Total |
|--|---------------|------------|---------------|
| Pourcentage de participation | 52,13 % | 100 % | — |
| Valeur de consolidation, au début | 46 716 399 \$ | 637 152 \$ | 47 353 551 \$ |
| Acquisition d'un placement | — | 235 104 | 235 104 |
| Quote-part dans les résultats, déduction faite de l'amortissement de l'achalandage | 5 430 299 | (321 698) | 5 108 601 |
| Quote-part dans les postes extraordinaires | (2 287 887) | (35 701) | (2 323 588) |
| Dividendes reçus | (2 770 943) | — | (2 770 943) |
| Provision pour pertes | — | (226 354) | (226 354) |
| Valeur de consolidation, à la fin | 47 087 868 \$ | 288 503 \$ | 47 376 371 \$ |

7 Billets et obligations

| | 1987 | 1986 |
|---|---------------|---------------|
| Billets | 12 377 486 \$ | 14 412 382 \$ |
| Obligations (valeur du marché 4 896 336 \$; 9 662 361 \$ en 1986) | 4 844 546 | 9 597 210 |
| | 17 222 032 \$ | 24 009 592 \$ |

8 Immobilisations

| | 1987 | | 1986 | |
|----------------------------|------------|-----------------------|------------|-----------------------|
| | Coût | Coût non amorti | Coût | Coût non amorti |
| Mobilier et équipement | 370 315 \$ | 218 016 \$ | 268 596 \$ | 150 172 \$ |
| Améliorations locatives | 228 503 | 214 963 | 228 503 | 226 531 |
| | 598 818 \$ | 432 979 \$ | 497 099 \$ | 376 703 \$ |
| Amortissements cumulés | 165 839 \$ | | 120 396 \$ | |

8 Immobilisations (suite)

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, le taux annuel et la période suivants :

| | Méthodes | Taux et période |
|-------------------------|-----------|-----------------|
| Mobilier et équipement | Dégressif | 20 % |
| Améliorations locatives | Linéaire | Durée du bail |

9 Capital-actions

Autorisé
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

| | 1987 | 1986 |
|--|---------------|---------------|
| Émis et payé | | |
| 574 542 actions (dont 29 913 ont été émises et payées comptant au cours de l'exercice) | 65 372 213 \$ | 58 372 571 \$ |

10 Engagements

La Société est engagée d'après un contrat de location échéant le 30 avril 2006 à verser une somme minimale de 1 360 000 \$ pour des espaces à bureaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 73 937 \$ annuellement.

De plus, la Société est engagée en vertu d'une convention d'appui financier auprès de son locateur à verser un loyer additionnel annuel de 33 090 \$ pouvant aller jusqu'au 30 avril 2006.

Ce loyer additionnel annuel pourra être remboursé par le locateur en partie ou en totalité dans la mesure où certaines conditions sont respectées par celui-ci.

11 Opérations conclues avec des sociétés apparentées

Au cours de l'exercice, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées, qui ont été effectuées à des conditions similaires à celles conclues avec des tiers non apparentés :

| | 1987 | 1986 |
|---|------------|------------|
| Revenus d'intérêt | 635 918 \$ | 956 220 \$ |
| Intérêts sur débetures | 457 407 | 457 407 |
| Honoraires de gestion et de consultation | 320 442 | — |
| Gain (perte) résultant de la cession de placements en actions | (849 730) | 5 487 544 |

De plus, à la fin de l'exercice, les postes du bilan incluent les éléments suivants auprès de sociétés apparentées :

| | 1987 | 1986 |
|-----------------------------------|-----------|------------|
| Encaisse | 51 507 \$ | 473 817 \$ |
| Billets | 6 450 546 | 4 950 000 |
| Prêts à long terme | 1 256 120 | 1 500 000 |
| Intérêts courus sur débetures | 115 292 | 115 292 |
| Débetures et emprunt à long terme | 5 882 300 | 5 882 300 |

**États financiers condensés
de Culinar Inc.
au 31 décembre 1987**

| | 1987 | 1986 |
|--|----------------|----------------|
| Résultats condensés | | |
| Ventes | 451 347 046 \$ | 419 055 511 \$ |
| Coût des ventes | 390 073 900 | 356 641 732 |
| | 61 273 146 | 62 413 779 |
| Frais généraux d'administration, impôts sur le revenu et autres frais | 50 485 782 | 48 794 484 |
| Bénéfice avant postes extraordinaires | 10 787 364 | 13 619 295 |
| Postes extraordinaires | (4 354 000) | (1 400 000) |
| Bénéfice net | 6 433 364 \$ | 12 219 295 \$ |
| Bénéfice par action | | |
| Bénéfice avant postes extraordinaires | 1,73 \$ | 2,20 \$ |
| Bénéfice net | 1,03 \$ | 1,97 \$ |
| Bilan condensé | | |
| Actif à court terme | 65 855 421 \$ | 60 783 616 \$ |
| Immobilisations | 97 632 767 | 96 856 839 |
| Placements et autres éléments d'actif | 15 882 557 | 15 425 416 |
| Total de l'actif | 179 370 745 \$ | 173 065 871 \$ |
| Passif à court terme | 49 193 355 \$ | 44 859 980 \$ |
| Dette à long terme | 32 153 728 | 33 093 304 |
| Impôts sur le revenu reportés | 12 112 000 | 11 078 000 |
| Avoir des actionnaires | 85 911 662 | 84 034 587 |
| Total du passif et de l'avoir des actionnaires | 179 370 745 \$ | 173 065 871 \$ |

***Les associés de la
SID***

Culinar Inc.



Fondation

Vachon, fondée en 1923, est à l'origine de Culinar, créée au milieu des années 1970.

Activité

Fabrication, importation et distribution d'une vaste gamme de produits alimentaires. Oeuvre également dans le domaine de la restauration.

Marché

Canada et Nord-Est américain.

Installations

Douze usines réparties à Sainte-Marie-de-Beauce, Montréal, Saint-Lambert, Sainte-Martine, Saint-Hyacinthe, Magog, au Québec; Concord, Aurora et Ingersoll, en Ontario.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 450 millions \$ en 1987.

Employés

5 000 personnes.

Président et Chef de la Direction

Monsieur Jean-René Halde.



Siège social :

2, Complexe Desjardins

Bureau 1610

Montréal, Québec

H5B 1B2

Tél. : (514) 288-3101

Télécopieur : (514) 288-0655

Celliers du Monde Inc.

Fondation

Fondée en 1985 d'une fusion avec Lubec (1971).

Activité

Négociant-éleveur de vins et de cidres. Agent promotionnel de produits alcoolisés d'importation.

Marché

Québec.

Installations

L'usine principale est située à Saint-Antoine-Abbé.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 11 millions \$ en 1987.



Employés

60 personnes.

Président

Monsieur Jean-Denis Côté.



CELLIERS DU MONDE

Siège social :

50, rue de la Barre
Longueuil, Québec
J4K 1C3

Tél. : (514) 878-3050

Télex : 055-62379 COTE WINSO

Télécopieur : (514) 651-5453

Camoplast Inc.



Fondation

Fondée en janvier 1983 au moment de l'acquisition de quatre divisions de Bombardier Inc..

Activité

Fabrication de composantes et/ou produits polymériques (caoutchouc, plastique et polyester) pour l'industrie de l'automobile, du transport, de la motoneige et de la bureautique.

Marché

La production est livrée au Canada et aux États-Unis.

Installations

Quatre usines au Québec.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 48 millions \$ en 1987.

Employés

650 personnes.

Président

Monsieur Normand Carpentier.



Siège social:

370, rue du Moulin
Kingsbury, Québec
J0B 1X0

Tél. : (819) 826-5911

Télex : 05-25126

Télécopieur : (819) 826-5136

Société Boulanger-Héту Inc.

Fondation

Issue du regroupement, en 1987, de Boulanger Inc. (fondée en 1947), de Interlitho Inc. (fondée en 1972) et de Interweb Inc. (fondée en 1981).

Activité

Photocomposition, séparation de couleurs, photolitho et impression commerciale, sur feuilles et sur rotatives, de périodiques, journaux, circulaires, de revues, d'encarts, de chèques et d'étiquettes.

Marché

Montréal métropolitain, Toronto, Québec et Ottawa.



Installations

Les ateliers sont situés à Ville d'Anjou, Boucherville, Saint-Laurent et Pointe-aux-Trembles.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 30 millions \$ en 1987.

Employés

314 personnes.

Président

Monsieur Georges Boulanger.

Siège social :

9801, boulevard Parkway
Ville d'Anjou, Québec
H1J 1P4

Tél. : (514) 353-2220

Télécopieur : (514) 353-7659

Arcon Canada Inc.



Fondation
1963.

Activité
Fabrication et distribution de portes et fenêtres en aluminium, d'unités de verres scellés et de profilés d'extrusion en p.v.c..

Marché
Québec, Maritimes, Ontario, Ouest canadien et Nord des États-Unis.

Installations
Les usines sont situées à Montréal, Laval et Sherbrooke.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 45 millions \$ en 1987.

Employés
700 personnes en période de pointe.

Président
Monsieur Normand Fafard.



Siège social :
12345, boulevard Métropolitain Est
Montréal, Québec
H1B 5R3
Tél. : (514) 493-7602
Télécopieur : (514) 493-0666

Les Industries Ling Inc.

Fondation
1952.

Activité
Fabrication de contenants cartonnés
pour des produits de consommation
de masse.

Marché
Québec, Maritimes et Ontario.

Installations
L'usine est située à Warwick.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 19 millions \$ en 1987.



Employés
182 employés.

Président
Monsieur Pierre Ling.



Siège social :
245, rue Saint-Louis
Warwick, Québec
J0A 1M0
Tél. : (819) 358-6894
Télex : 05-838576
Télécopieur : (819) 358-5058



Corporation Provost Ltée

Fondation

Les débuts remontent aux années 1930.

Activité

Transport par véhicules citernes de produits chimiques et pétroliers et transport par hélicoptères de passagers et de biens.

Marché

Autant national qu'international.

Installations

Installations permanentes à travers le Canada et dans les États du Nord aux États-Unis.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 100 millions \$ en 1986-1987.

Employés

1 350 personnes.

Président

Monsieur Rénaud G. Schmidt.



Siège social :

9393, rue Edison
Ville d'Anjou, Québec
H1J 1C4

Tél. : (514) 353-0550

Télécopieur : (514) 353-5530

Aqua-Parc Canada Inc.

Fondation

1985.

Activité

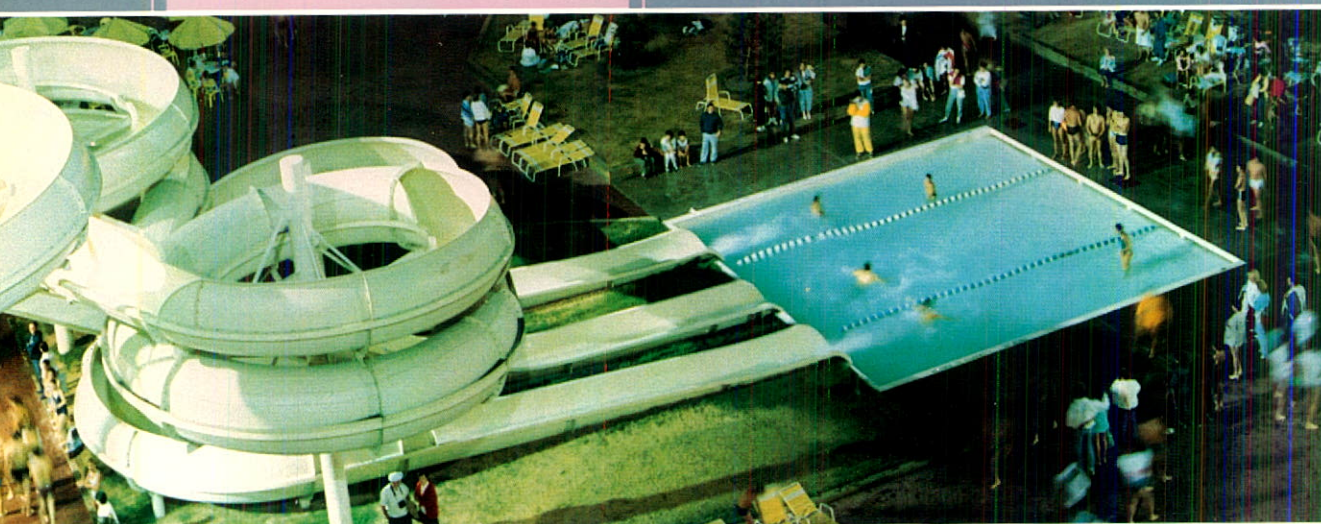
Opère un complexe de glissoires d'eau et un centre de ski.

Marché

Montréal métropolitain.

Installations

Le parc aquatique complète les activités récréatives de La Ronde sur l'île Sainte-Hélène et le centre de ski est situé sur le Mont-Bruno, à 15 km du centre-ville de Montréal.



Chiffre d'affaires

De l'ordre de 3 millions \$ en 1986-1987.

Employés

400 personnes, sur une base saisonnière.

Président

Monsieur Maurice Pinonnault.



Siège social :

550, Chemin des 25
Saint-Bruno, Québec
J3V 4P6

Tél. : (514) 653-3441

Les Équipements Hardy Inc.



Fondation

Fondée à Portneuf-Station, en 1975.

Activité

Fabrication et vente de chargeurs hydrauliques, d'excavatrices pour tracteurs et de chargeuses à grappin.

Marché

Le Québec, l'Ontario, les Maritimes, la Nouvelle-Angleterre, le Michigan et New York.

Installations

L'usine est située à Portneuf-Station.

Chiffre d'affaires

De l'ordre de 3 millions \$ en 1987.

Employés

Environ 50 personnes.

Président

Monsieur Yvon Hardy.

H-HARDY
EQUIPMENT INC.

Siège social :

100, rue Saint-Arthur
Portneuf-Station, Québec
G0A 2Z0

Tél. : (418) 286-6621, 6622, 6623

Le Groupe Canam Manac Inc.

Fondation
1961.

Activité
Fabrication d'acier et de produits
métalliques, de mobilier de bureau, de
semi-remorques et investissement
dans les hydrocarbures.

Marché
Canada, États-Unis, France.

Installations
Vingt-deux usines dont douze au
Québec, cinq en Ontario, une au
Manitoba, trois aux États-Unis et une
en France.



Chiffre d'affaires
De l'ordre de 459 millions \$ en 1987.

Employés
4 400 personnes.

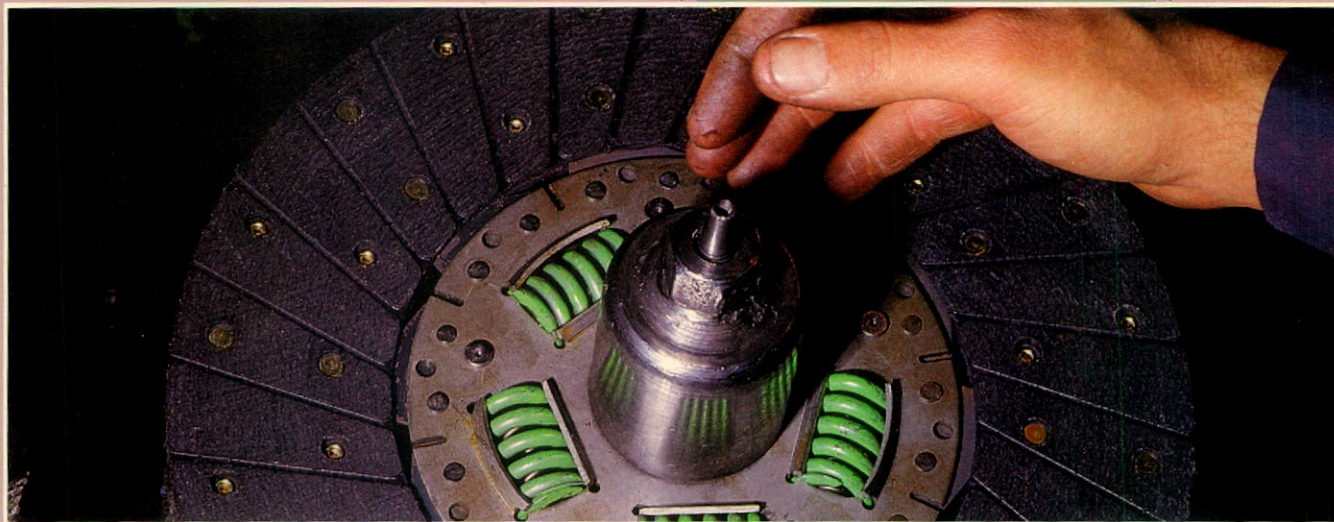
Président
Monsieur Marcel Dutil.



Siège social :
11535, 1^{re} Avenue
Saint-Georges-de-Beauce, Québec
G5Y 2C7
Tél. : (418) 228-8031
Télex : 05-833544
Télécopieur : (418) 228-1750

Bureau administratif :
1, Place Ville-Marie
Suite 2921
Montréal, Québec H3G 4R5
Tél. : (514) 861-8031
Télex : 055-60020
Télécopieur : (514) 875-6802

Société Asbestonos Ltée



Fondation
1920.

Activité
Distribution de pièces d'automobiles, de camions et d'équipements ainsi que réusinage de sabots de freins, d'embrayages, d'alternateurs et de démarreurs.

Marché
Couvre le marché canadien.

Installations
Seize (16) succursales réparties à travers le Canada, de Vancouver à Saint-Jean, Terre-Neuve.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 17 millions \$ en 1987.

Employés
160 personnes.

Président
Monsieur Pierre Lafleur.



Siège social :
5540, boulevard Métropolitain Est
Saint-Léonard, Québec
H1S 1A6
Tél. : (514) 252-0489
Télex : 05-829698
Télécopieur : (514) 254-3712

Les Industries Thundercraft Inc.

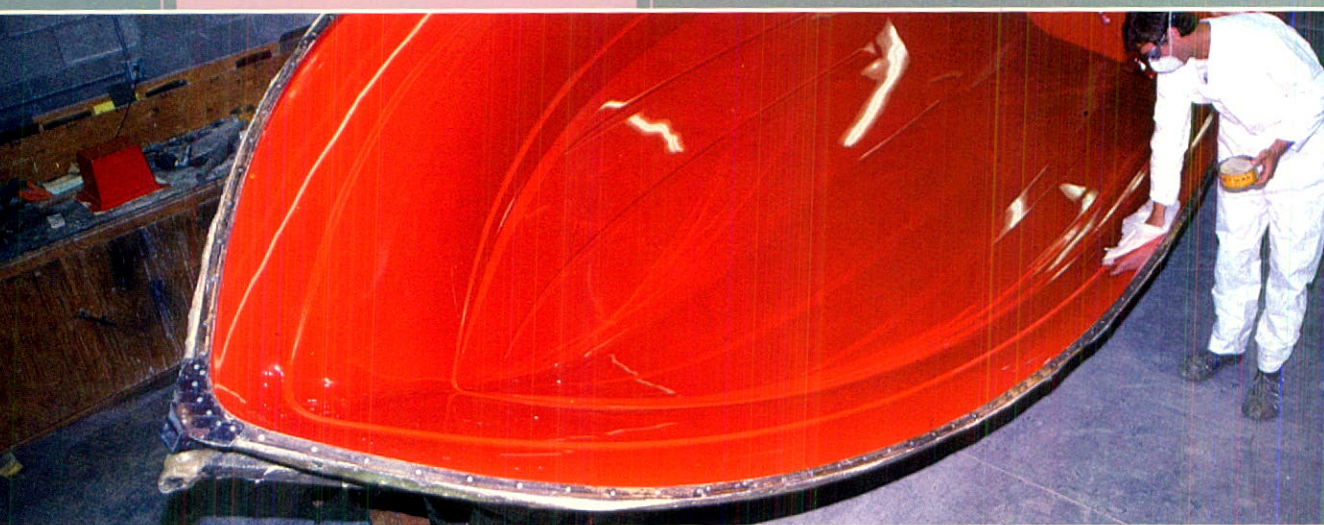
Fondation
1971.

Activité
Fabrication de bateaux de plaisance
en fibre de verre de 15 à 29 pieds et
distribution de bateaux Silverton.

Marché
Canada et États-Unis.

Installations
L'usine est située à Lachute,
au Québec.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 26 millions \$
en 1986-1987.



Employés
275 personnes.

Président
Monsieur René Petit.



Siège social :
150, rue Simon
C.P. 367
Lachute, Québec
J8H 3X9
Tél. : (514) 562-7981
Télécopieur : (514) 562-8614

Espalau Inc.

Fondation
1980.

Activité
Société impliquée dans les secteurs de l'hôtellerie, du forage minier ainsi que dans la fabrication et la distribution de bâtiments usinés et de produits explosifs.

Marché
La clientèle est établie au Québec et en Ontario.

Installations
Au Québec et en Ontario.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 24 millions \$ en 1986-1987.

Employés
470 personnes.

Président
Monsieur Normand Cliche.



Siège social :
460, avenue Centrale
Val d'Or, Québec
J9P 1P5
Tél. : (819) 825-1111
Télécopieur : (819) 825-9985

Corporation d'investissement Télemex Inc.

Fondation
1986.

Activité

Société de portefeuille engagée dans les secteurs de location à court terme d'équipement cellulaire, de système de sécurité personnel et, via sa participation dans Radiocommunications B.C.E. Mobile Inc., dans le secteur des radiocommunications mobiles.

Marché

Couvre l'ensemble du territoire canadien.



Installations

Le siège social est situé à Québec.

Président

Monsieur Charles Sirois.

Siège social :

580, avenue Grande-Allée Est
Bureau 50
Québec, Québec
G1R 2K2

Tél. : (418) 648-6317

Télex : 051-31755

Télécopieur : (418) 648-1068

Lacasse Inc.



Fondation
1956.

Activité
Fabrication de meubles en mélamine
pour le bureau et la résidence.

Marché
65 % de la production est acheminée
aux États-Unis.

Installations
Les usines sont localisées à Saint-
Pie-de-Bagot.

Chiffre d'affaires
De l'ordre de 31 millions \$
en 1986-1987.

Employés
310 personnes.

Président
Monsieur Guy Lacasse.



Siège social :
127, rue Sainte-Cécile
Saint-Pie-de-Bagot, Québec
J0H 1N0
Tél. : (514) 772-2495
ou 1-800-363-5474
Télex : 05-830598
Télécopieur : (514) 772-2632

Autres Placements en Portefeuille

La Société en Commandite Soccrent :

Soccrent est un fonds de capital de développement de la région du Saguenay/ Lac Saint-Jean, qui s'est donné pour mission d'encourager la création de nouvelles entreprises et d'appuyer les PME qui démontrent un potentiel de croissance intéressant. Soccrent privilégie les entreprises de la région dont les produits sont exportables sur le marché national et même international. Ses investissements varient de 50 000 \$ à 250 000 \$. La SID a comme partenaires au capital de Soccrent plusieurs grands employeurs et de nombreux investisseurs privés de la région, ainsi que la Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay/Lac Saint-Jean.

Middlefield Capital Fund :

La SID a effectué un placement dans Middlefield Capital Fund, un fonds de capital de risque qui réalise des investissements à l'échelle canadienne. Ce fonds de 32 millions \$ compte onze investissements dans des firmes de haute technologie, des entreprises de fabrication et des organisations de services. L'objectif du fonds est de bâtir, sur une période de dix ans, un portefeuille d'une quarantaine d'investissements dans différentes industries, d'un montant moyen de 750 000 \$ par investissement. D'autres groupes du Mouvement Desjardins se sont associés à la SID pour prendre une participation dans ce fonds.

Corporation de Gestion La Vérendrye :

La Corporation de gestion La Vérendrye est une société de portefeuille détenant une participation au capital-actions de Normick Perron ainsi que des titres de Pathonic et du Groupe Cabano Expéditex.

Péto-Sun International Inc. :

Péto-Sun International Inc., par ses filiales, œuvre dans le domaine des technologies de recyclage et de valorisation des rebuts ainsi que dans le secteur des énergies renouvelables.

La compagnie exploite aussi deux usines de fabrication à Sainte-Anne-des-Plaines et à Boucherville, chacune comprenant un centre de recherche et de développement, une troisième en Ontario, ainsi que des bureaux de vente et d'ingénierie à Boucherville et en Ontario.

Le Groupe Purdel Inc. :

Le Groupe Purdel Inc. exploite des usines de transformation de poissons congelés salés et salés-séchés, antérieurement opérées par les Pêcheurs Unis du Québec. Avec certaines fédérations du Mouvement Desjardins, la SID participe au développement de cette société, dont la principale mission est de transformer, de commercialiser et de promouvoir les produits de la mer et d'opérer une usine de construction et de réparation de bateaux de pêche.

Les Investissements G.F.C. Inc. :

La SID possède un placement dans Les Investissements G.F.C. Inc., une entreprise de financement immobilier pour les coopératives d'alimentation de la région de Montréal.

Conseil d'administration



Dans l'ordre habituel
assis : messieurs

Guy Bernier
Président du Conseil
et chef de la direction
Président et chef de la direction
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Paul Gauthier
Président-directeur général
Société d'investissement
Desjardins

debout : messieurs

Oscar Mercure
Secrétaire
Président
Assurance-vie Desjardins

Henri-Paul Trudel
Vice-président du Conseil
Président
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Centre du Québec



de gauche à droite :
messieurs

François Richard
Premier vice-président et
directeur général
Administration
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Robert Normand
Vice-président senior
Finances et Réglementation
Gaz Métropolitain Inc.

Denis Martel
Premier vice-président et
directeur général
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

Bernard Larose
Directeur des services
administratifs
Les Pavillons Jeunesse (Joliette)

Pierre Lamy
Conseiller économique et financier



debout : messieurs

Jean-Eudes Bergeron
Premier vice-président et
directeur général
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Saguenay-
Lac St-Jean

Wesley Hogg
Premier vice-président et
directeur général
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Bas St-Laurent

Jacques Bertrand
Président
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Marcel Marcotte
Administrateur
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

assis : messieurs

Julien Leblanc
Comptable agréé
Duguay, Leblanc et Associés

G. Roger Roy
Président du Conseil
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

sont absents des
photos : messieurs

Alain Michel
Vice-président
Finances
Groupe Olympia Ltée

Robert Soupras
Conseiller spécial
Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

Direction

Guy Bernier

Président du Conseil et
chef de la direction

Paul Gauthier

Président-directeur général

Francine Durocher Monin

Secrétaire adjointe

Raymond Gagné

Vice-président senior

Président et chef des opérations

Société d'investissement

Tremplin 2000 Inc.

Denis Bernier

Bernard Deschamps

Pierre Gauvreau

Vice-président senior

Services corporatifs

Germain Benoit

Yves Gouin

Pierre Brunet

Vice-président

Investissement

Serge Desjardins

Daniel Laporte

Claude Rhéaume

Bernard Paradis

Vice-président et trésorier

Finances

Viviane Leblanc

Trésorière adjointe

Jocelyn Devost

**Société d'investissement
Tremplin 2000 Inc. :
une première dans l'industrie
du capital de développement**



Le 1er septembre 1987 constitue une nouvelle étape dans l'histoire du capital de risque au Québec. Cette date coïncide avec le lancement de la Société d'investissement Tremplin 2000 Inc., une association unique de forces économiques majeures, réunies pour canaliser leurs expériences dans le but de stimuler et de soutenir la relève entrepreneuriale du Québec.

Tremplin 2000 s'est donné pour mission de participer à l'éclosion des succès industriels de la prochaine décennie, à l'échelle du Québec. Pour y arriver, elle compte faire bénéficier ses entreprises associées d'un important réseau d'affaires et de l'expertise financière acquise au fil des années par son équipe de professionnels. Cette mission, Tremplin 2000 s'est engagée à la remplir par des apports de capitaux variant de 250 000 \$ à 750 000 \$ destinés aux PME québécoises à fort potentiel de croissance.

La structure de capitalisation à la base même de Tremplin 2000 donne toute son originalité au concept. La SID, de concert avec plusieurs partenaires industriels de premier plan, s'est pleinement engagée dans Tremplin 2000 pour créer une société de capital de développement adaptée aux besoins des entrepreneurs d'ici, au moment où des capitaux voués à la croissance de PME en émergence étaient insuffisants au Québec.

La réponse des milieux d'affaires québécois a d'ailleurs été des plus enthousiastes. Sur la capitalisation initiale de 22 millions \$ dont s'est dotée Tremplin 2000, une part de 50 % provient de la SID, tandis que l'autre tranche de 50 % a été injectée par un groupe de vingt-deux partenaires industriels. En plus de participer financièrement à Tremplin 2000, les partenaires mettront à profit leur grande expérience industrielle et leurs expertises diversifiées. Rappelons que plusieurs de ces partenaires-actionnaires sont passés, en l'espace de quelques années, du stade de PME locale ou régionale à celui d'entreprise internationale très performante, de-

venant ainsi des modèles d'entrepreneurship québécois.

Forts de cette richesse d'expériences d'affaires, nous aiderons à la constitution de conseils d'administration répondant adéquatement aux besoins des PME, que ce soit sous la forme d'expertise en marketing, en production ou en finance. Notre apport ne se limitera pas à une simple injection de capital ; les dirigeants des entreprises associées trouveront en outre en Tremplin 2000 un appui à l'élaboration de leurs stratégies de croissance par le biais de projets d'expansion, d'acquisition ou de fusion.

Mieux capitalisées et bénéficiant d'un accès privilégié à un réseau de premier ordre, les PME associées à Tremplin 2000 pourront activer leur croissance et accéder plus rapidement au statut de leaders industriels du Québec.

Raymond Gagné
Président et
chef des opérations

Objectifs

La Société d'investissement Tremplin 2000 Inc. s'associera, au cours des deux à trois prochaines années, à plus d'une trentaine de PME à la recherche d'un partenaire capable de répondre à leurs besoins de capitaux et de fournir un appui à leur développement.

Pour l'année 1988, nos objectifs sont d'effectuer environ huit investissements représentant un montant total de 4 à 5 millions \$. Déjà, deux investissements sont sur le point d'être réalisés dans les secteurs de la vente au détail et de la fabrication de produits électriques et électroniques. Il s'agit d'entreprises répondant parfaitement aux critères que s'est donnés Tremplin 2000, soit des entreprises rentables, ayant un profil de leader potentiel et démontrant de fortes possibilités de croissance.

Tremplin 2000 se distingue en tant que société de capital de développement audacieuse mais sélective dans le choix de ses PME associées. Cette stratégie nous servira à moyen et à long terme. Sur un horizon de cinq ans, nous visons, sur l'ensemble du portefeuille, un rendement d'au moins 15 % après impôts, soit un niveau correspondant à la croissance que connaîtront les PME dynamiques auxquelles nous nous associerons. Nos participations varieront entre 20 et 50 % du capital-actions des entreprises dans lesquelles nous investirons et elles revêtiront la forme d'actions ordinaires pouvant être accompagnées de débentures participantes ou convertibles.

Place de Tremplin 2000 dans son marché

Le support de l'équipe de Tremplin 2000 et l'accès à un réseau d'affaires hors pair sont de précieux atouts pour l'entrepreneur qui vise de nouveaux sommets. Nous assurons en quelque sorte le relais entre, d'une part, certains fonds d'investissement régionaux Desjardins, qui s'intéressent à la très petite entreprise et, d'autre part, la SID,

dont la vocation traditionnelle l'associe aux entreprises qui ont déjà atteint une certaine taille. Forte de cette place dans le marché du capital de développement, Tremplin 2000 effectuera des investissements dans différentes régions du Québec. Il s'agira d'injections de capitaux assurant à l'entreprise associée une structure financière équilibrée pour faire face à une forte croissance, entreprendre des projets d'expansion, acquérir des entreprises concurrentes ou complémentaires et diversifier ses produits comme ses marchés géographiques. En cette fin de décennie, il ne fait plus aucun doute que l'internationalisation des affaires sera la stratégie d'action des entreprises gagnantes qui voudront sortir des sentiers battus.

À l'occasion, Tremplin 2000 réinvestira au sein d'entreprises associées dynamiques et prometteuses requérant une seconde ronde d'investissement, en autant que sa participation globale n'excède pas 10 % de son propre capital souscrit. En outre, diverses formules de syndication pourront être analysées, donnant à la fois latitude et flexibilité à Tremplin 2000. Vivant sous le même toit, la SID et Tremplin 2000 pourront non seulement se référer mutuellement des dossiers d'investissement, mais aussi participer à la mise en place d'instruments financiers pouvant mieux répondre aux véritables besoins des entreprises.

Sur le plan de ses créneaux d'investissement, Tremplin 2000 ne compte pas privilégier un secteur d'activité économique plutôt qu'un autre. Ce sont les entreprises elles-mêmes, la qualité de leurs gestionnaires et leurs perspectives de développement à long terme qui importent avant tout. Dans l'optique d'une économie plus ouverte, Tremplin 2000 analysera l'opportunité de participations au capital-actions d'entreprises oeuvrant non seulement dans le secteur manufacturier mais aussi dans le secteur des services, notamment les secteurs de la distribution et de la vente au détail.

Structures et ressources

Tremplin 2000 s'est dotée d'un conseil d'administration composé de douze représentants de l'actionnariat, soit six administrateurs pour la SID et six administrateurs pour le groupe de partenaires industriels. La liste des membres apparaît ci-contre. Un comité d'investissement composé de six administrateurs a pour mission d'approuver les propositions d'investissement.

Sur le plan de la gestion des opérations, nous avons mis en place une structure administrative légère pouvant efficacement remplir les fonctions de recherche, d'analyse et de sélection des dossiers soumis, en plus d'apporter un appui au développement des entreprises associées. Tremplin 2000 compte aussi sur le support administratif de la SID en matière d'études de marché, de systèmes d'information et de gestion financière.

Direction générale et équipe de gestion :

Paul Gauthier,
Président du Conseil et chef de la direction
Raymond Gagné,
Président et chef des opérations
Bernard Paradis,
Trésorier
Marie Leduc,
Secrétaire adjointe
Viviane Leblanc,
Trésorière adjointe
Denis Bernier,
Directeur de projets
Bernard Deschamps,
Directeur de projets

**Conseil d'administration de la Société
d'investissement Tremplin 2000 Inc.**

Paul Gauthier •

Président du Conseil et chef de la direction
Président-directeur général de la SID

Robert Provost

Vice-président du Conseil
Homme d'affaires

Robert Normand •

Secrétaire du Conseil
Vice-président senior, finances et réglementation de Gaz Métropolitain

Marcel Dutil

Président et chef de la direction du Groupe
Canam Manac Inc.

Wesley Hogg

Premier vice-président et directeur général
de la Fédération des caisses populaires
Desjardins du Bas St-Laurent

Guy Langlois •

Vice-président de Unigesco Inc.

Jean Marier •

Homme d'affaires

Jean-Claude Merizzi

Vice-président exécutif de Provigo Inc.

Pierre Poitras •

Vice-président et trésorier de Bombardier
Inc.

François Richard •

Premier vice-président et directeur général
administration de la Fédération des caisses
populaires Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Charles Sirois

Président du Conseil de la Corporation
d'investissement Télémex Inc.

Robert Soupras

Conseiller spécial de la Fédération des
caisses d'économie Desjardins du Québec

• Membre du Comité d'investissement

Le Mouvement Desjardins, via la SID s'est associé à des chefs de file pour contribuer au développement de PME dynamiques du Québec.



**La Société
d'investissement
Desjardins**

Les entreprises

Le Groupe Canam Manac Inc.
Groupe Vidéotron Ltée
Société Financière Bourgie Inc.
Unigesco Inc.
Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée
Lavalin Inc.
Normick Perron Inc.
Shermag Inc.
Provigo Inc.
Bombardier Inc.
Groupe DMR Inc.
Corporation d'investissement
Télémax Inc.
Société Cossette Communication Inc.
Multi-Markes Inc.
Groupe Jean Coutu (PJC) Inc.

Les hommes d'affaires

Marcel Lacroix
Marcel Hamel
Yves Hudon
Jean Marier
Pierre Jean
Robert Provost
Maurice Roussin

Tél. : (514) 281-7131
H5B 1B8
Montréal (Québec)
Succursale Desjardins
Case postale 760
Bureau 1717
S. Complexe Desjardins
Siège social

